

opium. Comme le déclarait en privé un haut fonctionnaire turc: «Pourquoi interdisez-vous la vente de l'opium alors que les Américains ne cessent pas de vendre des armes au monde entier.» Et, dans la soirée qui a précédé l'invasion, c'est en vain que M. Kissinger s'est, à treize reprises, entretenu au téléphone avec M. Ecevit dans l'espoir de freiner la Turquie.

Seule l'imposition d'un embargo sur les 215 millions de dollars d'assistance militaire américaine qui lui sont versés aurait pu convaincre la Turquie d'abandonner la ligne dure qu'elle suit actuellement. Le Congrès avait déjà adopté une résolution en vue de mettre un terme à cette aide mais le président Ford y a opposé son veto. Plus de deux millions d'Américains d'origine grecque ont pressé l'administration des États-Unis d'accepter la proposition du Congrès mais elle s'y refuse étant donné les intérêts stratégiques des États-Unis en Méditerranée orientale. Cette préoccupation ira en s'accroissant quand le Canal de Suez sera réouvert et qu'il ouvrira l'océan Indien aux transporteurs maritimes de l'URSS. Entre temps, le compromis larvé intervenu entre le Congrès et le président n'incitera nullement la Turquie à modifier ses positions.

Les Turcs n'assoupliront donc proba-

blement pas leur politique et ce, quelle que soit l'opinion mondiale au sujet des réfugiés cypristes grecs. Tout comme les Palestiniens, ces 150,000 personnes ne peuvent demeurer déracinées sans qu'explode la violence. Dans un avenir rapproché, on peut s'attendre à ce que les mass media rapportent des escarmouches le long de la ligne du cessez-le-feu, la guérilla et même des enlèvements et des détournements d'avions. Ces problèmes seront mis en lumière tant par de virulents débats aux Nations Unies que par les activités de la Force de maintien de la paix dans l'île.

L'ironie de la situation veut que le nouveau gouvernement grec ait besoin de l'aide de la Turquie pour continuer le processus de démocratisation et pour s'éloigner de la dictature répressive qui a brimé son peuple au cours des sept dernières années. La Turquie doit trouver un compromis au sujet de Chypre qui permette aux leaders grecs de préserver leur fierté nationale. Dans l'euphorie actuelle, il est peu probable que les Turcs lâchent prise avant que des négociations officielles aient eu lieu. Les deux belligérants appliquent ce principe qu'a bien illustré un ministre turc: «Dans cette partie du monde, quand on trouve une puce dans son lit, on brûle ses couvertures».

Chypre après dix ans de présence de l'ONU

par E. M. D. Leslie

Le problème de Chypre persiste depuis si longtemps, il est devenu si complexe et confus que la raison première et permanente du conflit qui divise le peuple de Chypre s'est obscurcie. Quelle en est la cause? Pourquoi y a-t-il des Canadiens en service commandé à Chypre, et où la situation s'est-elle gâtée? Il faut éclaircir ces questions de fond si nous voulons tirer des leçons valables de notre longue et onéreuse participation à la FNUCYP (Force des Nations Unies à Chypre).

Les données du problème

Le 14 mars 1971 le président de la République cypriste, le patriarche Makarios, prononçait, au village autrement inconnu de Yialousa, un discours dans lequel il

posait le problème fondamental de Chypre en des termes d'une désastreuse clarté:

Chypre est une île grecque. Dès l'aube de l'histoire, elle était grecque et elle le restera toujours. Nous en avons pris possession à titre d'île entièrement grecque et nous la garderons indivise et grecque jusqu'à ce que nous la remettions à la patrie grecque.

Outre que cette affirmation n'est pas exacte du point de vue historique (Chypre n'a jamais appartenu à un corps politique grec, sauf pour la courte période pendant laquelle Alexandre le Grand régna sur l'univers connu) elle constitue une prophétie dont la réalisation semble improbable: Chypre n'était très certainement pas entièrement grecque à l'époque où l'indé-